Logo / en-tête collectivité

Modèle : arrêté

Arrêté portant retrait d’une nouvelle bonification indiciaire

de M.ou Mme……………………………………………..

Grade………………………………………………………………

Madame la Maire / Monsieur le Maire / Madame la Présidente / Monsieur le Présidentde .......................................................................................................,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu la loi n° 91-73 du 18 janvier 1991 portant dispositions relatives à la santé publique et aux assurances sociales,

Vu le décret n° 93-863 du 18 juin 1993 relatif aux conditions de mise en œuvre de la nouvelle bonification indiciaire dans la fonction publique territoriale et notamment son article 2,

**Vu le décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale,**

**OU**

Vu le décret n° 2006-780 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale exerçant dans des zones à caractère sensible, et les décrets n° 2014-1750 et 2014-1751 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville,

OU

Vu le décret n° 2001-1274 du 27 décembre 2001 portant attribution d'une nouvelle bonification indiciaire aux fonctionnaires occupant certains emplois administratifs de direction de collectivités territoriales ou d'établissements publics locaux assimilés, régis par l'article 6 du décret n° 87-1101 du 30 décembre 1987,

OU

Vu le décret n° 2001-1367 du 28 décembre 2001 portant attribution d'une nouvelle bonification indiciaire aux fonctionnaires occupant certains emplois administratifs de direction de collectivités territoriales ou d'établissements publics locaux assimilés, régis par l'article 7 du décret n° 87-1101 du 30 décembre 1987,

Vu l’arrêté du ……………………..attribuant à M. ou Mme ………………………….. (grade) ……………….. le bénéfice d’une nouvelle bonification indiciaire de ….points majorés pour exercer les fonctions de ……………………….. (correspondant à l’un des décrets susvisés),

Considérant que M. ou Mme ……………………….(grade), ……..échelon, indice brut …………….., indice majoré ……………….. n’exerce plus les fonctions de …………………………….. à compter du …………..,

**ARRETE**

**Article 1**

M. ou Mme................., ..................(*grade*), cesse de bénéficier de la Bonification Indiciaire de .......... points à compter du ...................... .

**Article 2**

A compter de cette date, M. ou Mme ……………………….. est rémunéré (e) sur la base de l'Indice Brut………, Indice Majoré…….., correspondant à la situation détenue dans son grade.

**Article 3**

Le présent arrêté sera transmis au président du centre de gestion, au comptable de la collectivité, et notifié à l'intéressé (e).

Fait à ........................., le ..../..../....

Madame la Maire / Monsieur le Maire / Madame la Présidente / Monsieur le Président,

(nom, prénom et qualité lisible)

Le Maire (ou le Président),

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que la présente décision peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un*.* délai de 2 mois, à compter de la présente publication par courrier postal (6 rue Pitot –34000 Montpellier) ;Tél: 04-67-54-81-00 ou par le biais de l’application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <http://www.telerecours.fr>.

Notifié le .....................................

Signature de l’agent :